

Unité départementale du Bas-Rhin
Equipe Sud
14 rue du Bataillon de Marche n°24
BP 10001
67050 STRASBOURG cedex

STRASBOURG, le 20/03/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/02/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LCK SCI

3 Rue Maréchal Leclerc

67190 MUTZIG

Code AIOT : 0003012854

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/02/2023 dans l'établissement LCK SCI implanté 1 rue d'Aalborg - 67150 ERSTEIN. Cette partie «Contexte et constats» est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite est réalisée dans le cadre de l'action nationale 2023 dédiée aux entrepôts « post Rouen ». L'action est réalisée suite aux évolutions réglementaires concernant les entrepôts couverts.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LCK SCI
- 1 rue d'Aalborg - 67150 ERSTEIN
- Code AIOT : 0003012854
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société exploite un entrepôt de stockage et une plateforme logistique.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- situation administrative
- prévention des risques accidentels
- déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un

examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à la préfète ; il peut s'agir par exemple d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- «avec suites administratives» : les non-conformités relevées conduisent à proposer à la préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- «susceptible de suites administratives» : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à la préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- «sans suite administrative».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Situation administrative au titre des ICPE	Code de l'environnement du 01/01/2021, article R.511-9 et son annexe et article 2 de l'arrêté préfectoral du 03/08/2022	/	Mise en demeure, respect de prescription	4 mois
3	Situation administrative	Code de l'environnement du 06/02/2023, article R.511-9 et son annexe, rubrique 2718	/	Mise en demeure, dépôt de dossier	6 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
4	Etat des matières stockées, périodicité et disponibilité	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, annexe II Point 1.4 au I.	/	Mise en demeure, respect de prescription	4 mois
5	Etat des matières stockées - gestion accidentelle	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, annexe II Point 1.4 au I.1	/	Mise en demeure, respect de prescription	4 mois
6	Etat des matières stockées d'information de la population	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, annexe II Point 1.4 au I.2	/	Mise en demeure, respect de prescription	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Documents administratifs	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, annexe II Point 1.2	/	Sans objet
7	Matières dangereuses et chimiquement incompatibles	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, annexe II Point 8	/	Sans objet
8	Interdictions de stockage de certains liquides inflammables	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, annexe II Point 9	/	Sans objet
9	Détection incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, annexe II Point 12	/	Sans objet
10	Plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, annexe II Point 23	/	Sans objet
11	Effets thermiques sur les tiers	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe VIII	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats ont mis en évidence plusieurs non-conformités :

- une activité d'entreposage des déchets dangereux est exercée sur le site sans disposer de l'autorisation requise ;
- le suivi permanent des quantités permettant de s'assurer de rester sous le seuil Seveso n'est pas réalisé ;
- l'inventaire physique annuel n'a pas été réalisé en 2022 ;
- l'état des stocks ne permet pas d'identifier la nature des produits, substances, matières ou

- déchets présents au sein de chaque zone ;
- les familles de mention de dangers des matières dangereuses stockées ne figurent pas dans l'état des stocks ;
- les familles de produits des matières non dangereuses ne figurent pas dans l'état des stocks ;
- un état des stocks synthétiques permettant une information vulgarisée à la population, des substances et produits stockés n'est pas disponible.

Observations :

Il convient que l'exploitant justifie, dans un délai de deux mois :

- de la compatibilité des produits stockés dans la même cellule que les aérosols ;
- des mesures prises pour la remise en état du détecteur incendie de l'allée 3 de la cellule 1 ;
- de justifier des caractéristiques des détecteurs optiques installés et de leur compatibilité avec les produits stockés ;
- de disposer de tous les éléments relatifs aux évolutions de son site.

L'exploitant devra disposer d'un plan de défense incendie à compter du 31/12/2023.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Documents administratifs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, annexe II Point 1.2
Thème(s) : Actions nationales 2023, Eléments utiles pour la situation administrative de l'établissement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une copie de la demande de déclaration, d'enregistrement ou d'autorisation et du dossier qui l'accompagne ; - ce dossier tenu à jour et daté en fonction des modifications apportées à l'installation ; - l'étude de flux thermique prévue au point 2 pour les installations soumises à déclaration, le cas échéant ; - la preuve de dépôt de déclaration ou l'arrêté d'enregistrement ou d'autorisation délivré par le préfet ainsi que tout autre arrêté préfectoral relatif à l'installation ; - les différents documents prévus par le présent arrêté. <p>Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et, pour les installations soumises à déclaration, de l'organisme chargé du contrôle périodique [...].</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté une partie des dossiers et modifications apportées à son site :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le dossier initial daté de 2017 (dossier de création du site) ; • le dossier de modification daté de 2021 (dossier portant sur la création des cellules de stockage de liquides inflammables et produits dangereux pour l'environnement). <p>L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter le dossier portant sur la création de la troisième cellule datant de 2020.</p>
<p>Observations :</p> <p>Les éléments non présentés sont d'autres documents administratifs et ne présentent pas d'enjeux importants pour l'environnement.</p> <p>Il est nécessaire que l'exploitant dispose de tous les éléments relatifs aux évolutions de son site. Il transmettra à l'Inspection, dans un délai de deux mois, les éléments permettant de justifier qu'il</p>

dispose bien de toutes les évolutions de son site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Situation administrative au titre des ICPE

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2021, article Le R.511-9 et son annexe et article 2 de l'arrêté préfectoral du 03/08/2022
Thème(s) : Actions nationales 2023, 1. Appréciation des dangers
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <u>Article R.511-9 du code de l'environnement :</u> rubrique 1510 : Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques [...], <u>Article 2 de l'arrêté préfectoral du 3 août 2022 :</u> L'exploitant s'assure en permanence des quantités présentes pour rester sous le seuil Seveso [...].
Constats : La situation administrative définie à l'article 2 l'arrêté préfectoral du 22/08/2022 prend en compte l'évolution de la nomenclature de la rubrique 1510 fixée par le décret n°2020-1169 du 24/09/2020. La gestion des stocks est établie à partir des références des produits. Des aérosols, des produits dangereux pour l'environnement, des liquides inflammables, en outre, sont stockés sur le site. L'exploitant précise que ces produits sont stockés en petites quantités. Le jour de la visite, sur demande de l'Inspection, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter les quantités présentes sur le site relevant des rubriques 4XXX figurant dans son tableau de classement. L'état des stocks ne permet pas de connaître les quantités présentes par substances ou type de danger. De ce fait, l'exploitant ne s'assure pas en permanence de rester sous le seuil Seveso. Le jour de la visite, il a été constaté la présence de nombreux GRV (grand récipient vrac) contenant des déchets (types polyols, isocyanates et d'autres non identifiés). Ces déchets sont stockés sans tenir compte des substances qu'ils contiennent ou du type de dangers qu'ils présentent. Ces deux derniers éléments peuvent amener à classer les déchets au titre des rubriques 4XXX. Par exemple, les déchets contenant des isocyanates sont plus ou moins dangereux pour l'environnement en fonction du type de produit et sont susceptibles de relever d'une rubrique 4XXX. Ces quantités de déchets sont aussi à prendre en compte dans la règle du cumul pour rester sous un seuil Seveso. Les constats relatifs à la présence des déchets sont détaillés au point n°3.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 4 mois

N° 3 : Situation administrative

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 06/02/2023, article R.511-9 et son annexe, rubrique 2718
Thème(s) : Situation administrative, classement des activités
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Installation de transit, regroupement ou tri de déchet dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2719, 2792 et 2793
Constats : <p>Le jour de la visite, il a été constaté la présence d'une trentaine de GRV (grand récipient vrac) contenant des divers déchets (types isocyanates liquides, polyols, eaux de lavage réacteur...). Ces déchets sont destinés à être expédiés vers des filières de valorisation ou d'élimination. Les informations affichées sur les GRV ne sont pas toutes accessibles, étant donné le positionnement des GRV les uns contre les autres et aussi dans la hauteur.</p> <p>Selon les informations visibles, il en ressort les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Déchets dangereux : il a été constaté sur au moins 5 GRV, les informations suivantes : « isocyanates, code déchets :080501* », le poids affiché sur chacun de ces GRV est supérieur à 1000 kg. La quantité de déchets dangereux présente est d'au moins 5 tonnes. • Autres Déchets : il a été constaté sur au moins 14 GRV accessibles, les informations suivantes : « eaux de lavages réacteur, polyols... » sans spécification d'une dangerosité particulière. Le volume de déchets non dangereux est estimé à environ 25 m³ (soit tous les GRV autres que ceux où des déchets dangereux ont été identifiés), établi sur la base de 25 GRV d'une capacité de 1000 litres remplis en totalité (quelques GRV ne sont pas totalement remplis). La quantité estimée (25 m³) de déchets non dangereux est inférieure à 100 m³. <p>L'exploitant réceptionne et réexpédie des déchets dangereux et non dangereux, les entrepose temporairement avant de les évacuer vers des filières de valorisation ou d'élimination. Ces actions sont définies et rentrent dans le champ des activités des installations de transit de déchets dangereux et non dangereux et relèvent respectivement des rubriques 2718 et 2716 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.</p> <p>Pour les déchets dangereux, la quantité de déchets entreposés est supérieure à 1 tonne, seuil d'autorisation de la rubrique 2718. Cette activité est donc soumise à autorisation au titre de la rubrique 2718.</p> <p>Pour les déchets non dangereux, le volume de déchets entreposés est inférieur à 100 m³, seuil de déclaration de la rubrique 2716. Cette activité n'est pas classée au titre de la rubrique 2716.</p> <p>L'exploitant exerce une activité d'entreposage de déchets dangereux relevant de la rubrique 2718, sans disposer de l'autorisation requise.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, dépôt de dossier
Proposition de délais : 6 mois

N° 4 : Etat des matières stockées, périodicité et disponibilité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, annexe II Point 1.4 au I.
Thème(s) : Actions nationales 2023, 3. Organisation et moyens pour établir et actualiser un état des stocks.
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : I. - Dispositions applicables aux installations à enregistrement et autorisation : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions. Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne. Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante [...].
Constats : La situation administrative définie à l'article 2 l'arrêté préfectoral du 22/08/2022 prend en compte l'évolution de la nomenclature de la rubrique 1510 fixée par le décret n°2020-1169 du 24/09/2020. L'exploitant tient à jour un état des stocks en temps réel basé sur les références des produits. L'exploitant a précisé avoir un accès à l'état des stocks en permanence. Ce point n'a pas été vérifié le jour de la visite. L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter un inventaire physique pour l'année 2022, ce qui est une non-conformité aux dispositions citées ci-dessus.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 4 mois

N° 5 : Etat des matières stockées - gestion accidentelle

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, annexe II Point 1.4 au I.1
Thème(s) : Actions nationales 2023, 3. Connaître les quantités de matières dangereuses
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Cet état des matières stockées permet de répondre à l'objectif suivant : 1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.

Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.

Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.

Constats :

Les dispositions citées ci-dessus sont applicables, depuis le 01/01/2022, aux installations soumises à enregistrement de la société LCK.

L'exploitant réalise un état des stocks par référence de produit. Cet état ne permet pas de connaître la nature ni les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone.

Pour les matières dangereuses présentes sur le site, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets relevant d'un classement dans l'une des rubriques 4XXX, ne figurent pas dans l'état des stocks.

Pour les matières non dangereuses présentes sur le site, les grandes familles de produits selon une typologie pertinente, ne figurent pas dans l'état des stocks.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 4 mois

N° 6 : Etat des matières stockées d'information de la population

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, annexe II Point 1.4 au I.2

Thème(s) : Actions nationales 2023, 3. Inventaire synthétique

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Cet état des matières stockées permet de répondre à l'objectif suivant :

2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.

Constats :

Les dispositions citées ci-dessus sont applicables, depuis le 01/01/2022, aux installations soumises à enregistrement de la société LCK.

L'exploitant ne dispose pas d'un état des stocks sous format synthétique permettant de fournir une information vulgarisée à destination de la population, sur les substances ou produits stockés au sein de chaque cellule.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 4 mois

N° 7 : Matières dangereuses et chimiquement incompatibles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, annexe II Point 8
Thème(s) : Actions nationales 2023, 2.a / 2.c Prévention des départs de feu ou des effets sur les tiers
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les matières chimiquement incompatibles ou qui peuvent entrer en réaction entre elles de façon dangereuse ou qui sont de nature à aggraver un incendie, ne doivent pas être stockées dans la même cellule, sauf si l'exploitant met en place des séparations physiques entre ces matières permettant d'atteindre les mêmes objectifs de sécurité. De plus, les matières dangereuses sont stockées dans des cellules particulières dont la zone de stockage fait l'objet d'aménagements spécifiques comportant des moyens adaptés de prévention et de protection aux risques. Ces cellules particulières sont situées en rez-de-chaussée sans être surmontées d'étages ou de niveaux et ne comportent pas de mezzanines. Ces dispositions ne sont pas applicables dans les zones de préparation des commandes ou dans les zones de réception. Constats : Des aérosols et des isocyanates sont stockés dans une cellule à une température constante de 25°C. L'exploitant ne dispose pas de la fiche de données de sécurité (FDS) des aérosols. Les substances contenues dans ces aérosols ne sont donc pas connues. Lors d'un entretien téléphonique avec le fabricant de l'aérosol, il a précisé ne pas avoir de FDS pour ces produits. L'exploitant dispose de la FDS des isocyanates qui précise une incompatible avec plusieurs substances (en outre : les acides, les alcools, les amines, l'ammoniac...). Le jour de la visite, en l'absence de la FDS des aérosols, la compatibilité entre les deux produits n'a pas pu être vérifiée. Observations : Il est attendu que l'exploitant transmette à l'Inspection, dans un délai de deux mois, les éléments justifiant de la compatibilité des deux produits ou des mesures prises en cas d'incompatibilité des produits. Type de suites proposées : Sans suite Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Interdictions de stockage de certains liquides inflammables

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, annexe II Point 9
Thème(s) : Actions nationales 2023, 2.a Prévention des départ de feu
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le stockage de liquides inflammables de catégorie 1 (mention de danger H224) est interdit en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 30 L. Cette disposition est applicable à compter du 01/01/2023. Ces interdictions ne sont pas applicables si le stockage est muni de moyens de protection contre l'incendie adaptés et dont le dimensionnement satisfait à des tests de qualification selon un protocole reconnu par le ministère chargé des installations classées.

Ces interdictions ne s'appliquent pas au stockage d'un récipient mobile ou d'un groupe de récipients mobiles d'un volume total ne dépassant pas 2 m³ dans une armoire de stockage dédiée, sous réserve que cette armoire soit REI 120, qu'elle soit pourvue d'une rétention dont le volume est au moins égal à la capacité totale des récipients, et qu'elle soit équipée d'une détection de fuite.

Constats :

L'inspection a vérifié, par sondage, deux produits classés en liquides inflammables :

- un produit « nettoyant frein », en bidon de 60 litres : d'après la FDS, classé en liquides inflammables de catégorie 2, mention de danger H225 ;
- un produit « colle néoprène », en bidon de 25 litres : d'après la FDS, classé en liquides inflammables de catégorie 2, mention de danger H225.

L'exploitant précise que les deux produits cités ci-dessus sont les plus grands contenants de liquides inflammables stockés sur le site.

Il n'a pas été constaté, le jour de la visite, de liquides inflammables de catégorie 1 stockés en contenant fusible supérieur à 30 litres.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Détection incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, annexe II Point 12

Thème(s) : Actions nationales 2023, 2.b La détection incendie

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

La détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les cellules, les locaux techniques et pour les bureaux à proximité des stockages. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte précoce des personnes présentes sur le site, [et déclenche le compartimentage de la ou des cellules sinistrées]. Le compartimentage est applicable aux installations nouvelles et celles enregistrées après 2011.

Le type de détecteur est déterminé en fonction des produits stockés. Cette détection peut être assurée par le système d'extinction automatique s'il est conçu pour cela, à l'exclusion du cas des cellules comportant au moins une mezzanine, pour lesquelles un système de détection dédié et adapté doit être prévu.

Dans tous les cas, l'exploitant s'assure que le système permet une détection de tout départ d'incendie tenant compte de la nature des produits stockés et du mode de stockage.

Sauf pour les installations soumises à déclaration, l'exploitant inclut dans le dossier prévu au point 1.2. de la présente annexe les documents démontrant la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection.

Constats :

Le système automatique de détection incendie est installé dans chacune des cellules de l'entrepôt. La détection est effectuée à partir de détecteurs optiques. L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter les caractéristiques de ce type de détecteur.

Le jour de la visite, il n'a pas été possible de vérifier si les détecteurs optiques installés sont appropriés pour les types de produits stockés.

Chaque cellule est équipée de plusieurs détecteurs optiques, un détecteur par allée. Le jour de la visite, par sondage, un test de déclenchement de la détection incendie a été réalisée au niveau de la cellule 1 :

- test du détecteur de l'allée 3 : un défaut est remonté au niveau de la centrale d'alarme. L'alarme sonore ne s'est pas déclenchée, les portes coupe-feu ne se sont pas fermées ;

<ul style="list-style-type: none"> test du détecteur de l'allée 1 : l'alarme sonore s'est déclenchée et les portes coupe feu se sont fermées.
La détection incendie de la cellule 1 a été déclenchée.
Observations :
L'exploitant transmettra, dans un délai de deux mois, les mesures prises pour la remise en fonctionnement du détecteur de l'allée 3 de la cellule 1.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Plan de défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, annexe II Point 23
Thème(s) : Actions nationales 2023, 2.b Lutte contre un incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <p>Pour les sites à autorisation, le plan de défense incendie comporte également les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Il précise :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ; - les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ; - les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances recherchées. <p>L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Ces dispositions sont applicables à compter du 01/01/2022.</p> <p>Lorsqu'il existe un plan d'opération interne pris en application de l'article R.181-54 du code de l'environnement, ce plan comporte également :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident ; - les modalités prévisionnelles permettant d'assurer la continuité d'approvisionnement en eau en cas de prolongation de l'incendie au-delà de 2 heures. Ces modalités peuvent s'appuyer sur l'utilisation des moyens propres au site, y compris par recyclage ou d'autres moyens privés ou publics. Le cas échéant, les modalités d'utilisation et d'information du ou des gestionnaires sont précisées. Dans le cas d'un recyclage d'une partie des eaux d'extinction d'incendie, l'absence de stockage de produits dangereux ou corrosifs dans la zone concernée par l'incendie devra être vérifiée. Le recyclage devra respecter les conditions techniques au point 13 de la présente annexe.
Constats : <p>Au jour de la visite, l'exploitant a précisé ne pas disposer d'un plan de défense incendie. Les dispositions citées ci-dessus sont applicables à compter du 31/12/2023, aux installations soumises à enregistrement de la société LCK.</p> <p>L'exploitant devra disposer d'un plan de défense à compter du 31/12/2023. Ce plan devra contenir les éléments cités à l'article ci-dessus ainsi que l'état des matières stockées fixé au point 1.4 de l'arrêté ministériel du 11/04/2017.</p>

Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Effets thermiques sur les tiers

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe VIII
Thème(s) : Actions nationales 2023, 2.c Prévenir les effets thermiques sur les tiers
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant élabore avant le 01/01/2023 pour les installations à enregistrement ou autorisation et avant le 01/01/2026 pour les installations à déclaration une étude visant à déterminer les distances correspondant à des effets thermiques en cas d'incendie de 8 kW/m². Les distances sont au minimum soit celles calculées, à hauteur de cible ou à défaut à hauteur d'homme, pour chaque cellule en feu prise individuellement par la méthode FLUMILOG compte-tenu de la configuration du stockage et des matières susceptibles d'être stockées (référéncée dans le document de l'INERIS "Description de la méthode de calcul des effets thermiques produits par un feu d'entrepôt ", partie A, réf. DRA-09-90 977-14553A) si les dimensions du bâtiment sont dans son domaine de validité, soit celles calculées par des études spécifiques dans le cas contraire. Cette étude est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées, et pour les installations soumises à déclaration, des organismes de contrôle.</p> <p>Si elle existe et si les éléments répondant aux dispositions ci-dessus y figurent, l'exploitant peut s'appuyer sur toute étude déjà réalisée, notamment les études jointes, le cas échéant, aux dossiers de déclaration, enregistrement ou autorisation.</p>
<p>Constats :</p> <p>Dans la demande d'extension de son site déposée en 2021, l'exploitant a joint la modélisation des flux thermiques mis à jour. Cette modélisation, présentée le jour de la visite, montre que les flux 8 kW/m² restent à l'intérieur des limites de propriété.</p> <p>Un porter à connaissance pour la maîtrise de l'urbanisation a été élaboré en 2019. Les extensions réalisées après 2019 ont modifié à la baisse les flux thermiques sortant des limites de propriété.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet
